



Conseil économique et social

Distr. limitée
2 mars 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire*

Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue: réduction de l'offre et mesures connexes

Pérou et Thaïlande: projet de résolution

Suite donnée à la proposition d'organisation d'un atelier international et d'une conférence internationale sur le développement alternatif

La Commission des stupéfiants,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961¹, de cette convention telle que modifiée par le Protocole de 1972², de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes³ et de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁴,

Rappelant la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire⁵, le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution⁶, la Déclaration universelle des droits de l'homme⁷ et la Déclaration du Millénaire⁸, en particulier les objectifs du Millénaire pour le

* E/CN.7/2012/1.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

² Ibid., vol. 976, n° 14152.

³ Ibid., vol. 1019, n° 14956.

⁴ Ibid., vol. 1582, n° 27627.

⁵ Résolution S-20/2 de l'Assemblée, annexe.

⁶ Résolution S-20/4 E de l'Assemblée générale.

⁷ Résolution 217/A (III) de l'Assemblée générale.

⁸ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.



développement qui concernent l'extrême pauvreté et la faim (objectif 1) et un environnement durable (objectif 7)⁹,

Soulignant les engagements pris dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue¹⁰,

Rappelant sa résolution 52/6 du 20 mars 2009, intitulée "Promotion des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience pour assurer la viabilité et la globalité des programmes de développement alternatif", dans laquelle elle a prié l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer, en collaboration avec les organes internationaux compétents, de promouvoir les pratiques optimales et les enseignements tirés des programmes de développement alternatif dans divers pays, notamment en organisant une conférence internationale sur ce thème en 2010,

Rappelant également sa résolution 53/6 du 12 mars 2010, intitulée "Poursuite de la promotion des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience pour assurer la viabilité et la globalité des programmes de développement alternatif et proposition d'organisation d'un atelier international et d'une conférence internationale sur le développement alternatif", dans laquelle elle s'est félicitée de la proposition du Pérou et de la Thaïlande d'accueillir conjointement, en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, un atelier international qui serait immédiatement suivi d'une conférence internationale, et sa résolution 54/4 du 25 mars 2011, intitulée "Suite donnée à la proposition d'organisation d'un atelier et d'une conférence internationaux sur le développement alternatif", dans laquelle elle a noté avec satisfaction que le Pérou et la Thaïlande étaient toujours prêts à organiser conjointement ces manifestations, compte tenu par ailleurs qu'une collaboration étroite avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime était indispensable pour diffuser les informations et les bonnes pratiques et intensifier les efforts visant à promouvoir cette alternative durable à la culture illicite de plantes servant à fabriquer des drogues,

Réaffirmant le rôle joué par les pays en développement dans la mutualisation des pratiques optimales et la promotion et le renforcement de la coopération concernant le développement alternatif global et viable qui, dans certains cas, englobe le développement alternatif préventif, y compris la coopération intercontinentale et interrégionale ainsi que la coopération technique sous-régionale et régionale, comme elle l'a déjà mentionné dans sa résolution 53/6,

Saluant les discussions engagées dans le cadre du Mécanisme de coordination et de coopération en matière de drogue entre la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et l'Union européenne concernant la mise en place d'un mécanisme qui favorise la dynamique du marché international en facilitant et protégeant la production, la commercialisation et la consommation de produits d'origine licite à valeur ajoutée issus de zones vulnérables et touchées par la drogue, au moyen d'un label mondial "développement alternatif et développement alternatif préventif", conformément aux règles du commerce multilatéral,

⁹ A/56/326, annexe.

¹⁰ A/64/92-E/2009/98, sect. II. A.

1. *Note* que le développement alternatif¹¹ est une alternative importante, légale, viable et durable à la culture illicite de plantes servant à fabriquer des drogues, qu'il est l'un des éléments clefs des politiques et des programmes de réduction de la production illicite de drogues et qu'il fait partie intégrante des efforts déployés par les gouvernements pour assurer aux sociétés un développement durable;

2. *Remercie* le Gouvernement thaïlandais d'avoir organisé, en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Atelier colloque international sur le développement alternatif durable, qui s'est tenu dans les provinces de Chiang Rai et de Chiang Mai du 6 au 11 novembre 2011, aux fins de mutualiser les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience dans le domaine du développement alternatif, de recueillir des avis et des contributions et de faire le bilan des efforts passés et en cours en vue d'élaborer un ensemble de principes directeurs internationaux devant aider à renforcer l'efficacité des programmes de développement alternatif menés dans les zones de production de drogue;

3. *Se félicite* de la note du Secrétariat sur la poursuite de la promotion des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience pour assurer la viabilité et la globalité des programmes de développement alternatif et la proposition d'organisation d'un atelier international et d'une conférence internationale sur le développement alternatif¹², notamment de son annexe contenant les éléments à inclure dans le projet de principes directeurs internationaux sur le développement alternatif, éléments unanimement approuvés par les participants de l'Atelier international sur le développement alternatif;

4. *Souligne* que les éléments à inclure dans le projet de principes directeurs internationaux doivent être examinés par les représentants de haut niveau qui participeront à la Conférence internationale sur le développement alternatif devant se tenir à Lima les 15 et 16 novembre 2012 et, à cet égard, demande à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'inviter les États Membres à faire part de leurs commentaires sur les éléments susmentionnés, pour que ceux-ci puissent être présentés pour examen à cette conférence;

5. *Attend avec intérêt* la Conférence internationale sur le développement alternatif qui sera accueillie par le Gouvernement péruvien;

6. *Engage* les États Membres, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les institutions financières internationales, les donateurs, les organisations internationales et les autres parties prenantes au développement lié à la lutte contre la drogue d'envoyer à la Conférence internationale sur le développement alternatif devant se tenir au Pérou des représentants de haut niveau, accompagnés au besoin par des experts en la matière, pour y participer activement;

¹¹ Conformément aux résolutions 2006/33, 2007/12 et 2008/26 du Conseil économique et social, la notion de développement alternatif englobe le développement alternatif préventif axé sur le caractère durable et intégré de l'amélioration des moyens de subsistance des populations.

¹² E/CN.7/2012/8 et Add.1.

7. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui faire rapport, à sa cinquante-sixième session, sur les résultats de la Conférence, y compris sur ses délibérations et recommandations.
